



Revue de Presse

21 août 2015

Le Pacte de responsabilité ou Mémorandum de stabilité occupe les colonnes des quotidiens parus ce jour. En effet, l'adhésion de la majorité de l'Assemblée nationale à ce document implique actuellement une « nouvelle guerre des chiffres » et suscite la frustration des formations politiques qui semblent avoir été écartées.

Processus électoral

MISE EN PLACE D'UNE NOUVELLE STRUCTURE DE GESTION ELECTORALE, LA CENIT SERA CONSULTEE

Un atelier de consultation des acteurs électoraux en vue de la mise en place de la nouvelle structure électorale se tiendra aujourd'hui à l'Hôtel Colbert. Plusieurs entités figureront dans la liste des participants dont la CENI-T. Même si l'actuelle Commission électorale indépendante fait l'objet de plusieurs critiques, elle reste la référence et devrait faire part de ses expériences, acquises par le biais de l'organisation de trois scrutins mais également donner des recommandations. (Les Nouvelles p.3)

LE NOMBRE DES RECOURS ELECTORAUX POURRAIT AUGMENTER

Plus de 2 000 requêtes ont été déposées auprès des tribunaux administratifs de la Grande île. Cependant, ce nombre pourrait encore augmenter dans les prochains jours puisque les résultats provisoires dans certaines régions n'ont été proclamés que cette semaine, point de départ du dépôt de recours auprès des tribunaux. Les candidats ayant fait l'objet de plaintes seront convoqués et devront présenter leur mémoire de défense avant le verdict du tribunal administratif. (Les Nouvelles p.3)

FAIBLE TAUX DE PARTICIPATION AUX COMMUNALES : L'UNMDH PRONE LE CHANGEMENT DE MENTALITE

Hanitriniala Rafolisoa, présidente nationale de l'Union Nationale Malagasy des Droits de l'Homme a attiré l'attention sur le faible taux de participation lors des communales, qui s'explique notamment par l'environnement politique ayant fait planer le doute sur la tenue ou non de ces scrutins et le manque de confiance du public ainsi que les problèmes d'insécurité. Elle propose donc comme solution la poursuite de la sensibilisation des citoyens et un changement de mentalité des politiciens, des entités de la société civile et des dirigeants. (La Vérité p.2)

Politique interne

PACTE DE RESPONSABILITE OU MEMORANDUM DE STABILITE, RETOUR A LA TRACTATION A L'ASSEMBLEE NATIONALE

Après le « Pacte de Responsabilité », c'est au tour du « Mémorandum de stabilité » de mettre les parlementaires en effervescence. Initié par le Chef de l'Etat lui-même, ce « nouveau dispositif » de stabilité remet la guerre des chiffres au menu des députés. Les réactions ne se sont donc pas fait attendre à la Chambre Basse. « Notre nombre reste à quatre-vingt-quinze députés » souligne le Vice-président de

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



l'Assemblée Nationale, Helson Brisson Erafa, à l'issue d'une réunion des représentants des groupes parlementaires composant la Nouvelle Majorité Présidentielle ou NMP. La députée Kathy, élue à Mananjary et partisane de l'Exécutif, a, pour sa part, précisé qu'ils sont majoritaires : « nous ne sommes pas loin des quatre-vingt signataires adhérents à la majorité pour soutenir le programme du Président de la République ». Andriasy Philobert, du groupe parlementaire VPM-MMM, tient un tout autre discours en soutenant « qu'il n'y aura point de stabilité si l'Exécutif s'entête à ne pas respecter les forces en présence à l'Assemblée Nationale et continue à courtiser individuellement les députés ». Or c'est justement cette méthodologie qui convient le mieux au régime tel que l'a déclaré le ministre d'Etat et président national du parti HVM Rivo Rakotovoao : « nous voulons convaincre individuellement les députés ». (L'Express de Madagascar p.3 ; La Gazette de la Grande Ile p.4-5, Tia Tanindrazana p.2-3).

- « Il s'agit d'une approche risquée puisque la discipline du parti existe encore », précise la parlementaire MAPAR Christine Razanamahaso. En effet, un député appartenant à un groupement politique ne peut prendre seul une décision sans consulter son groupement, sous peine de sanction, voire de déchéance. Tous les parlementaires ne sont pourtant pas consultés et refusent, par conséquent, d'adhérer à ce document. Parmi eux figurent les élus du MAPAR et du TIM qui ont mis en garde contre cette tendance du régime : « le fait qu'on nous mette de côté ne pourrait qu'engendrer un blocage » (Les Nouvelles p.3)
- Les députés de la NMP ont interpellé Jean Max Rakotomamonjy hier, toujours en rapport avec ce mémorandum de stabilité, mais ce dernier a nié catégoriquement son implication dans ce projet. Il aurait également affirmé n'être au courant de rien et ce, malgré le témoignage de quelques parlementaires ayant apposé leur signature comme les députés Siteny Randrianasoloniaiko et Jaosera Irenée, qui ont confirmé avoir été convoqués au bureau du Président de l'Assemblée Nationale pour signer le document de quatre pages. En conséquence, sa destitution a été évoquée et discutée lors de la réunion des députés frondeurs. (Midi Madagasikara p.3)
- De l'opinion de Les Nouvelles, la stabilité devrait passer par le remaniement du gouvernement. D'ailleurs une partie des forces politiques estiment qu'il s'agit de l'une des conditions sine qua none pour y parvenir (p.2). A ce propos, le porte-parole de la NMP Helson Brisson Erafa estime que ce remaniement gouvernemental doit prendre en considération la nouvelle donne politique suite aux élections communales et la constitution de la majorité parlementaire. (Madagascar Laza p.3)
- La mise en œuvre du Pacte de responsabilité devrait être la priorité et non un accord douteux dont la provenance reste encore inconnue, comme ce qui est le cas actuellement, commente La Vérité. Le quotidien rapporte d'ailleurs les propos de la députée TIM Hanitra Razafimanantsoa : « ce n'est pas d'un mémorandum dont on a besoin mais du Pacte de responsabilité. » (p.3) (Madagascar Matin p.2).
- Takoritsika fait part de son pronostic concernant l'éventuel remaniement du gouvernement qui découlera de l'adoption du Pacte de responsabilité ou Mémorandum de stabilité, c'est selon, par la majorité parlementaire. Ainsi, tous les ministres seront remerciés y compris les reconduits du gouvernement Kolo Roger. Le TIM sera également écarté du nouvel Exécutif tandis que le MAPAR devrait être représenté par 4 ministres. La majorité des ministères seront attribués au HVM contre 1 siège, pour chaque formation politique ayant accepté de s'allier au régime (p.2)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





- **Tia Tanindrazana** rappelle que Marc Ravalomanana avait déjà évoqué le Pacte de stabilité, une proposition qui n'a suscité aucune réaction de la part de l'Etat malgache contrairement aux acteurs politiques de tout horizon qui se sont succédé à son domicile pour en discuter. Il se dit ainsi étonner qu'il s'agit actuellement de la principale préoccupation du régime tout en remettant en cause le terme « responsabilité » qui, de son opinion, n'a pas lieu d'être dans la mesure où la Constitution définit déjà clairement les missions et fonctions de chaque pouvoir, Exécutif et Législatif (p.2)

DE NOUVEAUX PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT LOCAL EN VUE

Le ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation prépare déjà une nouvelle forme de collaboration avec les futurs maires même si la date de la proclamation des résultats officiels définitifs n'est pas encore connue. Ce département ministériel s'engage donc dans un nouveau défi dans le cadre du RRI (Rapid Result Initiative) comme l'a indiqué, à la presse, le ministre Olivier Mahafaly selon lequel l'élaboration d'une stratégie nationale pour le développement local est en cours. Les maires nouvellement élus devront par conséquent s'y inspirer pour l'élaboration de leurs programmes de développement communal respectifs. Ce document sera une continuité du Plan National de Développement au niveau local et de son plan de mise en œuvre. **L'Express de Madagascar** interpelle cependant par rapport au discours du Chef du gouvernement soutenant que « l'Etat ne peut travailler qu'avec ceux qui partagent sa vision. Il est donc primordial que les maires qui seront élus adaptent leur programme de travail à la stratégie de mise en œuvre du Plan National de Développement ». En outre, le ministère de l'Intérieur met également en ligne de mire quatre autres objectifs dont l'élaboration d'une charte de la déconcentration, l'amélioration du recouvrement fiscal et des recettes des collectivités territoriales décentralisées, l'appui à la Commune Urbaine d'Antananarivo en matière d'Etat civil et la participation à la lutte contre l'insécurité dans les zones urbaines. (p.5)

RECONCILIATION NATIONALE DU FFKM, DES PROTESTATIONS COMMENCENT A SE FAIRE ENTENDRE

Les Olobe et les membres des Eglises protestants se sentent trahis, compte tenu du fait que les résolutions des assises nationales pour la réconciliation, qui ont eu lieu au CCI Ivato au mois d'avril dernier, soient restées sans suite. Des voix sont par conséquent montées pour dénoncer l'immobilisme, voire l'indifférence, du régime. Il est d'ailleurs reproché au Président de la République d'accorder davantage d'importance au partage des sièges entre politiciens que de prioriser la distribution des responsabilités entre les représentants régionaux. Selon les protestataires, le Pacte de responsabilité ne reflète en aucun cas l'application des résolutions de ces assises nationales sur la réconciliation. (**Madagascar Matin p.3**)

- **Mandalaky Remboany** dit **Apostoly Tsara Tsara** a convoqué la presse pour lui faire part de son projet de tenir un événement d'envergure pour la réconciliation nationale et qui se tiendra le 29 août au Coliséum d'Analamahinty. Ainsi, 50 000 personnes sont attendues dont le Chef de l'Etat et ses prédécesseurs ainsi que les notables et autres Tangalamena. (**Madagascar Laza p.3**). **Midi Madagasikara** a fait part de son scepticisme quant à la réussite d'un tel événement (p.3), (**Tia Tanindrazana p.2**).

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





MISE EN PLACE DU HAUT CONSEIL POUR LA DEFENSE DE LA DEMOCRATIE ET DE L'ETAT DE DROIT

Le Haut Conseil pour la Défense de la Démocratie et de l'Etat de Droit devrait bientôt être mis en place. Midi Madagasikara rapporte cependant que l'opposition pourrait être écartée de cette institution qui a pour mission de prévenir les éventuelles dérives au sein de l'administration ainsi que les atteintes aux libertés publiques et aux principes démocratiques. La création du HCDDDED est prévue par la Constitution de la Quatrième République dans son article 43 (p.3).

Economie et société

LA COMPAGNIE AIR MADAGASCAR ENCORE DANS UNE SITUATION CRITIQUE

La compagnie aérienne malgache n'est pas encore sortie de l'auberge même après les changements structurels et organisationnels qui y ont été effectués. Des pannes et des annulations de vols ont par exemple été enregistrées ces derniers jours, coïncidant d'ailleurs avec l'audit entrepris par l'organisation EASA se rapportant à la certification PART 145. Les passagers perdent confiance selon L'Express de Madagascar. Le Président du Conseil d'Administration Léon Rajaobelina reconnaît également la fragilité de la compagnie nationale tout en assurant que les vols respecteront de nouveau les programmes réguliers, à partir de lundi prochain. (p.1-7)

- *De l'opinion de Midi Madagasikara, l'arrivée du nouvel appareil 737-800, devant renforcer la flotte d'Air Madagascar, est signe d'encouragement. L'avion sera loué pour une période de 6 ans à raison de 280 000 USD par mois sans acquisition définitive et va desservir les lignes intérieures et régionales. Par ailleurs, le journal rapporte la reconduction de la certification PART 145 pour l'atelier de maintenance d'Air Madagascar, suite à l'audit entrepris par l'organisation européenne. (p.5) (Madagascar Laza p.5 ; La Vérité p.3 ; La Gazette de la Grande Ile p.3, Tia Tanindrazana p.4)*

GRACE A UN FINANCEMENT DE L'UNION EUROPEENNE, LA REHABILITATION DE LA RN44 VA DEMARRER

2 millions d'euros, tel est le montant du financement octroyé par l'Union Européenne pour la réhabilitation des ponts et points noirs sur la route nationale 44, desservant la région Alaotra. Les premiers travaux débiteront ainsi au mois de septembre. Selon les explications du ministre des Travaux Publics et de la Météorologie, son département assure la tutelle technique tandis que la partie financière revient au ministère des Finances et du Budget (Les Nouvelles p.15). L'Union Européenne a posé comme condition le pesage à l'essieu des poids lourds pour préserver la longévité de ces ponts (Madagascar Laza p.2).

CARTES BIOMETRIQUES POUR LES RESIDENTS ETRANGERS

Le Conseil des Ministres du 3 juin 2015 a adopté le décret instituant la carte biométrique pour les étrangers résidents, dont le lancement officiel a été effectué hier à Anosy. A cette occasion, le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation a fait part des avantages de l'utilisation de ce type de carte, entre autres la lutte contre la fraude et le terrorisme, étant donné qu'elle facilite la gestion des données sur les non-nationaux. Par ailleurs, ce système biométrique facilitera l'obtention des visas, dont le délai sera réduit à 72 heures. (Madagascar Laza p.3 ; Les Nouvelles p.2)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



- **Midi Madagasikara** précise que la carte de résident biométrique permettra de localiser son titulaire et surveiller ses déplacements. Elle s'inscrit d'ailleurs dans la mise en œuvre du Plan National de Développement et de la Politique de Migration (p.2)

92 RONDINS DE BOIS DE ROSE SAISIS A FENERIVE EST

La gendarmerie a mis la main sur 92 rondins de bois de rose à l'embouchure de Manampatrana, avant-hier. Pesant à peu près dix tonnes, lesdits rondins ont été découverts dans les cales d'un bateau abandonné. Alertés aux alentours de 16h, les éléments du poste fixe de la gendarmerie d'Ampasimbe sont arrivés sur place aux alentours de 21h30. (Les Nouvelles p.5 ; Madagascar Laza p.4).

LES GREVISTES DE LA JIRAMA OPTENT POUR UNE NOUVELLE STRATEGIE

Le comité de grève de l'Intersyndical de la JIRAMA ne considère pas comme un échec les tentatives « ratées » de coupure d'électricité des ministères de l'Eau, de l'Energie et des Finances. Pour preuve, une nouvelle stratégie a été adoptée par les grévistes consistant à élargir ces opérations à tous les départements ministériels et leurs démembrements ainsi que toutes les structures administratives qui doivent encore s'acquitter de leurs arriérés auprès la compagnie nationale. Des équipes sont actuellement mobilisées pour l'envoi des lettres de mise en demeure aux concernés. En outre, l'Intersyndical attend toujours la réponse du Président de la République quant à sa demande d'audience. (Madagascar Laza p. 14).

Un peu d'humour



La Vérité p.2

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Honorine RAMISARIVelo: misa.ramisarivelo@eces.eu

Site Web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

eces
CENTRE EUROPEEN
D'APPUI ELECTORAL

SSERVATORIO
di Pavia Media Research

Search for
Common Ground

Center for
Creative Leadership

Ce projet est financé par l'Union européenne